



Pôle Achats
5, Allées Antonio Machado
31058 Toulouse Cedex 9

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES ET DE PRESTATIONS DE SERVICES

Accord-cadre 202426

**Fourniture de livres et de DVD pour l'ensemble des
composantes et services de l'Université Toulouse Jean
Jaurès**

Règlement de Consultation R.C.

Date et heure limites de réception des offres

13 janvier 2025 à 12h00

*L'Université Toulouse Jean Jaurès sera fermée du Samedi 21 décembre 2024 au
Dimanche 5 janvier 2025 inclus. Veuillez en tenir compte si vous souhaitez des renseignements
complémentaires*

Table des matières

1.	Objet et étendue de la consultation.....	3
1.1	Objet.....	3
1.2	Mode de passation	3
1.3	Décomposition de la consultation.....	3
1.4	Nomenclature.....	5
1.5	Renouvellement.....	6
2.	Caractéristiques de la consultation.....	7
2.1	Forme juridique du groupement	7
2.2	Délai de validité des offres	7
2.3	Variantes/Prestations Supplémentaires Eventuelles /Options.....	7
2.4	Développement durable et sociale	7
3.	Caractéristiques de l'accord-cadre	8
3.1	Type et forme de contrat.....	8
3.2	Délais de l'accord-cadre	8
3.3	Lieux d'exécution	8
3.4	Options au sens de la réglementation européenne.....	8
3.5	Mode de règlement et modalités de financement	8
3.6	Unité monétaire et langue(s) utilisée(s)	8
4.	Dossier de consultation des Entreprises (D.C.E.).....	9
4.1	Contenu du D.C.E.	9
4.2	Retrait du D.C.E.	9
4.3	Modification du D.C.E.	9
4.4	Renseignements complémentaires	10
5.	Contenu, présentation et conditions d'envoi	11
5.1	Contenu des candidatures et des offres.....	11
5.2	Présentation de l'offre.....	14
6.	Condition d'envoi et de remise des offres.....	15
6.1	Candidatures et offres dématérialisées	15
6.2	Copie de sauvegarde	15
7.	Analyse des candidatures et jugement des offres.....	16
7.1	Examen de la candidature	16
7.2	Jugement des offres	16
8.	Suite à donner à la consultation	18
8.1	Motifs d'exclusions	18
8.2	Documents à produire par l'attributaire	18
9.	Signature et notification de l'accord-cadre	19
9.1	La signature	19
9.2	La notification	19
10.	Procédure de recours	19

1. Objet et étendue de la consultation

1.1 Objet

L'accord-cadre a pour objet :
Fourniture de livres et de DVD pour l'ensemble des composantes et services de l'Université Toulouse Jean Jaurès.

Cet accord-cadre concerne l'ensemble des composantes et services de l'Université de Toulouse Jean Jaurès situés sur les sites de Toulouse, Blagnac, Auch, Figeac, Cahors, Montauban, Albi, Rodez, Tarbes, Foix.

1.2 Mode de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres.
Cette consultation est passée en application des articles L2124-1 à L2124-2, R2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 Décomposition de la consultation

En application de l'article L.2113-10 du Code de la Commande Publique, le marché se décompose en 17 lots.

Lot	Désignation	Montant maximum sur toute la durée de l'accord-cadre
1	Fourniture de livres imprimés neufs édités en langues ibériques (espagnol, portugais, galicien, catalan, basque...) et ibéro-américaines, dans tous les pays Toutes thématiques, tous niveaux, tous types, pour l'ensemble des sites de l'Université	116 500 €
2	Fourniture de livres imprimés neufs édités dans toutes les langues sauf les langues ibériques (espagnol, portugais, galicien, catalan, basque...) et ibéro-américaines. Toutes thématiques, tous niveaux, tous types (hors livres de jeunesse), tous pays d'édition sauf la France, pour l'ensemble des sites de l'Université	280 000 €
3	Fourniture de livres imprimés neufs édités en France, portant sur l'histoire, l'archéologie, la philosophie, la linguistique et les langues, les arts, la littérature française et les littératures étrangères traduites Tous niveaux, tous types (hors livres de jeunesse), toutes langues, pour les sites de Toulouse et Blagnac	209 000 €
4	Fourniture de livres imprimés neufs édités en France, portant sur les généralités, la psychologie, les religions et mythologies, l'anthropologie, l'ethnologie, la sociologie, les sciences de l'éducation, la géographie, l'information, la bibliothéconomie, l'informatique, l'économie, la gestion, le droit, les sciences et techniques (dont acoustique, aéronautique, mécanique, électrotechnique), les mathématiques, le sport Tous niveaux, tous types (hors livres de jeunesse), toutes langues, pour les sites de Toulouse et Blagnac	775 000 €
5	Fourniture de livres imprimés neufs « jeunesse » y compris bandes dessinées et mangas, tous pays d'édition, en langue française, pour le site de Toulouse	15 000 €

Accord-cadre 202426 : Fourniture de livres et de DVD pour l'ensemble des composantes et services de l'Université Toulouse Jean Jaurès

Lot	Désignation	Montant maximum sur toute la durée de l'accord-cadre
6	Fourniture de livres jeunesse neufs y compris bandes dessinées et mangas, tous pays d'édition, en langues étrangères, pour le site de Toulouse	5 000 €
7	Fourniture de bandes dessinées et mangas imprimés neufs (hors BD et manga jeunesse), tous pays d'édition, toutes langues, pour les sites de Toulouse et Blagnac	22 000 €
8	Fourniture de livres scolaires imprimés neufs tels qu'ils sont définis par le décret n° 2004-922 du 31 août 2004 Toutes thématiques, tous niveaux, tous types, pour l'ensemble des sites de l'Université	88 000 €
9	Fourniture de livres non scolaires imprimés neufs toutes disciplines, tous niveaux, tous types, tous pays d'édition, publiés en français, pour le site de Foix	8 500 €
10	Fourniture de livres non scolaires imprimés neufs toutes disciplines, tous niveaux, tous types, tous pays d'édition, publiés en français, pour le site de Montauban	33 000 €
11	Fourniture de livres non scolaires imprimés neufs toutes disciplines, tous niveaux, tous types, tous pays d'édition, publiés en français, pour le site de Rodez	13 500 €
12	Fourniture de livres non scolaires imprimés neufs toutes disciplines, tous niveaux, tous types, tous pays d'édition, publiés en français, pour le site de Auch	4 500 €
13	Fourniture de livres non scolaires imprimés neufs toutes disciplines, tous niveaux, tous types, tous pays d'édition, publiés en français, pour le site de Tarbes	13 500 €
14	Fourniture de livres non scolaires imprimés neufs toutes disciplines, tous niveaux, tous types, tous pays d'édition, publiés en français, pour le site de Cahors	7 800 €
15	Fourniture de livres non scolaires imprimés neufs toutes disciplines, tous niveaux, tous types, tous pays d'édition, publiés en français, pour le site de Albi	16 000 €
16	Fourniture de livres non scolaires imprimés neufs toutes disciplines, tous niveaux, tous types, tous pays d'édition, publiés en français, pour le site de Figeac	8 500€
17	Fourniture de DVD avec droit de prêt et de consultation dans l'ensemble des sites de l'Université	135 000 €

Chaque lot fera l'objet d'un accord cadre séparé.

Chaque candidat peut répondre à un seul, à l'ensemble des lots ou à quelques actions du lot.

Les accords-cadres de 1 à 16 seront conclus sous la forme d'accord-cadre mono-attributaire exécuté par l'émission de bons de commande, en application des dispositions des articles L2125-1 ; R.2162-1 et suivants.

L'accord-cadre 17 est un accord-cadre à bons de commande multi-attributaire conformément aux articles L2125-1 ; R2162-1 à R2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14

Sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres, le pouvoir adjudicateur indique que 5 sociétés maximum se verront être désignées comme titulaire.

Le pouvoir adjudicateur remettra donc en concurrence les titulaires des accords-cadres afin de retenir l'offre la plus économiquement avantageuse. La remise en concurrence se fera selon les conditions de l'article R2162-10 du code de la commande publique et les modalités seront précisées dans la lettre de consultation adressée aux titulaires du marché. Les offres prendront la forme d'un document écrit remis au pouvoir adjudicateur comprenant un devis détaillé et un mémoire technique.

1.4 Nomenclature

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV).

Lot	Intitulé du lot	Code CPV ¹	Code nacre ²
1	Fourniture de livres imprimés neufs édités en langues ibériques (espagnol, portugais, galicien, catalan, basque...) et ibéro-américaines, dans tous les pays. Toutes thématiques, tous niveaux, tous types, pour l'ensemble des sites de l'Université.	22000000-0 - Imprimés et produits connexes 22100000-1 - Livres, brochures et dépliant imprimés 22110000-4 - Livres imprimés 22113000-5 - Livres de bibliothèque	CE.03 Documentation : Livres non scolaires
2	Fourniture de livres imprimés neufs édités dans toutes les langues sauf les langues ibériques (espagnol, portugais, galicien, catalan, basque...) et ibéro-américaines. Toutes thématiques, tous niveaux, tous types (hors livres de jeunesse), tous pays d'édition sauf la France, pour l'ensemble des sites de l'Université.	22000000-0 - Imprimés et produits connexes 22100000-1 - Livres, brochures et dépliant imprimés 22110000-4 - Livres imprimés 22113000-5 - Livres de bibliothèque 22114000-2 - Dictionnaires, cartes, livres de musique et autres livres 22114100-3 - Dictionnaires 22114200-4 - Atlas 22114500-7 - Encyclopédies 22150000-6 - Brochures	CE.03 Documentation : Livres non scolaires
3	Fourniture de livres imprimés neufs édités en France, portant sur l'histoire, l'archéologie, la philosophie, la linguistique et les langues, les arts, la littérature française et les littératures étrangères traduites. Tous niveaux, tous types (hors livres de jeunesse), toutes langues, pour les sites de Toulouse et Blagnac.	22000000-0 - Imprimés et produits connexes 22100000-1 - Livres, brochures et dépliant imprimés 22110000-4 - Livres imprimés 22113000-5 - Livres de bibliothèque 22114000-2 - Dictionnaires, cartes, livres de musique et autres livres 22114100-3 - Dictionnaires 22114200-4 - Atlas 22114500-7 - Encyclopédies 22150000-6 - Brochures	CE.03 Documentation : Livres non scolaires
4	Fourniture de livres imprimés neufs édités en France, portant sur les généralités, la psychologie, les religions et mythologies, l'anthropologie, l'ethnologie, la sociologie, les sciences de l'éducation, la géographie, l'information, la bibliothéconomie, l'informatique, l'économie, la gestion, le droit, les sciences et techniques (dont acoustique, aéronautique, mécanique, électrotechnique), les mathématiques, le sport. Tous niveaux, tous types (hors livres de jeunesse), toutes langues, pour les sites de Toulouse et Blagnac.	22000000-0 - Imprimés et produits connexes 22100000-1 - Livres, brochures et dépliant imprimés 22110000-4 - Livres imprimés 22113000-5 - Livres de bibliothèque 22114000-2 - Dictionnaires, cartes, livres de musique et autres livres 22114100-3 - Dictionnaires 22114200-4 - Atlas 22114500-7 - Encyclopédies 22150000-6 - Brochures	CE.03 Documentation : Livres non scolaires
5	Fourniture de livres imprimés neufs « jeunesse » y compris bandes dessinées et mangas, tous pays d'édition, en langue française, pour le site de Toulouse.	22000000-0 - Imprimés et produits connexes 22100000-1 - Livres, brochures et dépliant imprimés 22110000-4 - Livres imprimés 22113000-5 - Livres de bibliothèque	CE.03 Documentation : Livres non scolaires
6	Fourniture de livres jeunesse neufs y compris bandes dessinées et mangas, tous pays d'édition, en langues étrangères, pour le site de Toulouse.	22000000-0 - Imprimés et produits connexes 22100000-1 - Livres, brochures et dépliant imprimés 22110000-4 - Livres imprimés	CE.03 Documentation : Livres non scolaires

¹ * La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV)

² * La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire interne

**Accord-cadre 202426 : Fourniture de livres et de DVD pour l'ensemble des composantes et services de l'Université
Toulouse Jean Jaurès**

Lot	Intitulé du lot	Code CPV ¹	Code nacre ²
7	Fourniture de bandes dessinées et mangas imprimés neufs (hors BD et manga jeunesse), tous pays d'édition, toutes langues, pour les sites de Toulouse et Blagnac.	22000000-0 - Imprimés et produits connexes 22100000-1 - Livres, brochures et dépliant imprimés 22110000-4 - Livres imprimés	CE.03 Documentation : Livres non scolaires
8	Fourniture de livres scolaires imprimés neufs tels qu'ils sont définis par le décret n° 2004-922 du 31 août 2004. Toutes thématiques, tous niveaux, tous types, pour l'ensemble des sites de l'Université.	22000000-0 - Imprimés et produits connexes 22100000-1 - Livres, brochures et dépliant imprimés 22110000-4 - Livres imprimés 22111000-1 - Livres scolaires 22112000-8 - Manuels scolaires 22113000-5 - Livres de bibliothèque	CE.01 Documentation : Livres scolaires imprimés de toutes matières
9	Fourniture de livres non scolaires imprimés neufs toutes disciplines, tous niveaux, tous types, tous pays d'édition, publiés en français, pour le site de Foix.	22000000-0 - Imprimés et produits connexes 22100000-1 - Livres, brochures et dépliant imprimés 22110000-4 - Livres imprimés 22113000-5 - Livres de bibliothèque	CE.03 Documentation : Livres non scolaires
10	Fourniture de livres non scolaires imprimés neufs toutes disciplines, tous niveaux, tous types, tous pays d'édition, publiés en français, pour le site de Montauban.	22000000-0 - Imprimés et produits connexes 22100000-1 - Livres, brochures et dépliant imprimés 22110000-4 - Livres imprimés 22113000-5 - Livres de bibliothèque	CE.03 Documentation : Livres non scolaires
11	Fourniture de livres non scolaires imprimés neufs toutes disciplines, tous niveaux, tous types, tous pays d'édition, publiés en français, pour le site de Rodez.	22000000-0 - Imprimés et produits connexes 22100000-1 - Livres, brochures et dépliant imprimés 22110000-4 - Livres imprimés 22113000-5 - Livres de bibliothèque	CE.03 Documentation : Livres non scolaires
12	Fourniture de livres non scolaires imprimés neufs toutes disciplines, tous niveaux, tous types, tous pays d'édition, publiés en français, pour le site de Auch.	22000000-0 - Imprimés et produits connexes 22100000-1 - Livres, brochures et dépliant imprimés 22110000-4 - Livres imprimés 22113000-5 - Livres de bibliothèque	CE.03 Documentation : Livres non scolaires
13	Fourniture de livres non scolaires imprimés neufs toutes disciplines, tous niveaux, tous types, tous pays d'édition, publiés en français, pour le site de Tarbes.	22000000-0 - Imprimés et produits connexes 22100000-1 - Livres, brochures et dépliant imprimés 22110000-4 - Livres imprimés 22113000-5 - Livres de bibliothèque	CE.03 Documentation : Livres non scolaires
14	Fourniture de livres non scolaires imprimés neufs toutes disciplines, tous niveaux, tous types, tous pays d'édition, publiés en français, pour le site de Cahors.	22000000-0 - Imprimés et produits connexes 22100000-1 - Livres, brochures et dépliant imprimés 22110000-4 - Livres imprimés 22113000-5 - Livres de bibliothèque	CE.03 Documentation : Livres non scolaires
15	Fourniture de livres non scolaires imprimés neufs toutes disciplines, tous niveaux, tous types, tous pays d'édition, publiés en français, pour le site de Albi.	22000000-0 - Imprimés et produits connexes 22100000-1 - Livres, brochures et dépliant imprimés 22110000-4 - Livres imprimés 22113000-5 - Livres de bibliothèque	CE.03 Documentation : Livres non scolaires
16	Fourniture de livres non scolaires imprimés neufs toutes disciplines, tous niveaux, tous types, tous pays d'édition, publiés en français, pour le site de Figeac.	22000000-0 - Imprimés et produits connexes 22100000-1 - Livres, brochures et dépliant imprimés 22110000-4 - Livres imprimés 22113000-5 - Livres de bibliothèque	CE.03 Documentation : Livres non scolaires
17	Fourniture de DVD avec droit de prêt et de consultation dans l'ensemble des sites de l'Université.	30234400-2 Disques numériques polyvalents (DVD)	CE.03 Documentation : Livres non scolaires

1.5 Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

2. Caractéristiques de la consultation

2.1 Forme juridique du groupement

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

Si le groupement est conjoint, le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements :
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

2.2 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 (cent vingt) jours à compter de la date limite de remise des offres.

2.3 Variantes/Prestations Supplémentaires Eventuelles /Options

2.3.1 Variantes

Les variantes sont interdites.

2.3.2 Prestations Supplémentaires Eventuelles

Sans Objet

2.4 Développement durable et sociale

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social ou/et environnemental dont le détail est indiqué dans le C.C.P. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3. Caractéristiques de l'accord-cadre

3.1 Type et forme de contrat

Conformément aux dispositions des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique, chaque accord-cadre sera conclu sous la forme d'accord-cadre mono-attributaire exécuté par l'émission de bons de commande et pour un maximum sur la durée totale de l'accord cadre.

3.2 Délais de l'accord-cadre

3.2.1 Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est fixée au C.C.A.P.

3.2.2 Délais d'exécution

Ils sont fixés dans au C.C.P. et/ou à l'Acte d'Engagement.

3.3 Lieux d'exécution

L'accord-cadre s'exécutera sur Toulouse.

3.4 Options au sens de la réglementation européenne

3.4.1 Marchés à tranches optionnelles

Sans Objet

3.4.2 Marchés reconductibles

L'accord-cadre est reconductible.

3.4.3 Marchés pour des livraisons complémentaires

Le marché prévoit la possibilité de conclure des marchés négociés pour des livraisons complémentaires (article R2122-4 du code de la commande publique).

3.4.4 Marchés pour des prestations similaires

L'accord-cadre prévoit la possibilité de conclure des accords-cadres négociés pour la réalisation de prestations similaires (article R2122-7 du code de la commande publique).

3.5 Mode de règlement et modalités de financement

Les prestations seront financées par le budget de L'université Toulouse Jean Jaurès.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

3.6 Unité monétaire et langue(s) utilisée(s)

L'ensemble des prestations exécutées dans le cadre du présent accord-cadre sera payé en EUROS (€).

L'offre de chaque concurrent sera entièrement rédigée en langue française.

4. Dossier de consultation des Entreprises (D.C.E.)

4.1 Contenu du D.C.E.

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le DC1 ;
- Le DC2 ;
- Le Règlement de Consultation (R.C.) ;
- L'Acte d'Engagement pour chaque accord-cadre et ses annexes financières ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) ;
- Le Cadre du mémoire Technique

4.2 Retrait du D.C.E.

Aucun dossier de consultation des entreprises en version papier ne sera fourni

Le dossier de consultation des entreprises est disponible immédiatement et gratuitement à l'adresse électronique suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr> (Fourniture de livres et de DVD pour l'ensemble des composantes et services de l'Université Toulouse Jean Jaurès)

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

L'université ne saurait être engagée par des documents non téléchargés sur la plate-forme de dématérialisation.

Les candidats sont donc invités, pour télécharger les DCE, à s'identifier sur la plateforme.

Pour ce faire, les sociétés devront renseigner un **formulaire d'identification** mentionnant notamment le nom de l'organisme, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse permettant de façon certaine une correspondance électronique, en particulier l'envoi d'éventuels compléments (précisions, réponses, rectifications). Tout retrait ne faisant pas l'objet d'une identification sur la plateforme ne permet pas de recevoir d'éventuels compléments relatifs à la consultation.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : .zip, .pdf, .docx et .xlsx (enregistrés sous MS Office 2010).

Aucun dossier de consultation ne sera délivré au-delà de la date limite de réception des offres.

En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le soumissionnaire est invité à se rapprocher du support technique.

4.3 Modification du D.C.E.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres.

Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir émettre aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4.4 Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard le **6 janvier 2025** une demande écrite à déposer sur la plateforme de dématérialisation.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **6 jours** au plus tard avant la date limite de réception des offres.



L'Université Toulouse Jean Jaurès sera fermée du Samedi 21 décembre 2024 au Dimanche 5 janvier 2025 inclus. Veuillez en tenir compte si vous souhaitez des renseignements complémentaires

5. Contenu, présentation et conditions d'envoi

5.1 Contenu des candidatures et des offres

Si l'offre d'un concurrent est rédigée dans une autre langue, elle doit être accompagnée d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Les pièces de la candidature et de l'offre doivent être individualisées sans regroupement dans un fichier PDF unique.

5.1.1 Contenu de la candidature

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes : pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R.2143-4 du Code de la Commande Publique.

5.1.1.1 Renseignements concernant la situation juridique

Renseignements relatifs à la situation juridique et la capacité économique / financière du candidat
<p>Formulaire DC1³ Lettre de candidature qu'elle soit présentée à titre individuel ou en groupement ou Tout document rédigé sur papier libre de la société reprenant intégralement les éléments figurant dans le formulaire DC1 joint au dossier de consultation et mentionnant les réponses correspondantes, dûment complété(e), daté(e) et signé(e)</p>
<p>Formulaire DC2⁴ Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sont disponibles Ne sera pas pris en compte la baisse du chiffre d'affaires intervenue au titre du ou des exercices sur lesquels s'imputant les conséquences de la crise sanitaire impactée à l'épidémie de covid-19 (Ord.n°2020-738, art.3) ou Tout document rédigé sur papier libre reprenant intégralement les éléments figurant dans le formulaire DC2 joint au dossier de consultation et mentionnant les réponses correspondantes, dûment complété(e)</p>
<p>Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire</p>

³ *disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

⁴ *disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

5.1.1.2 Renseignements concernant les capacités professionnelles, techniques et financières

L'enveloppe contient, conformément aux articles L2142-1, R2143-11 du Code de la commande publique et de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, des renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat.

Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelle
Liste des principales livraisons effectuées/prestations réalisées au cours de trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années
Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché

En cas d'impossibilité justifiée de produire les documents susmentionnés, notamment en cas de société nouvellement créée, le candidat pourra justifier de ses capacités financières, techniques et professionnelles par tout autre moyen.

Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques (groupement ou sous-traitant) pour présenter sa candidature :

- en cas de groupement, le groupement fournit le formulaire DC1 présentant chaque entreprise constituant le groupement et habilitant l'entreprise mandataire à présenter le dossier ;
- il produit pour chacun de ces opérateurs les mêmes documents qui sont exigés du candidat au titre de la candidature.
- il produit également un écrit de chacun de ces opérateurs justifiant que le candidat dispose de leurs capacités pour l'exécution du marché.

NOTA : En application de l'article R2143-4 du Code de la commande publique, le candidat a la possibilité de présenter leur candidature en fournissant un DUME (document unique de marché européen). Si des éléments demandés dans le présent article ne sont pas indiqués dans le DUME, les candidats devront fournir les éléments manquants dans leur dossier.

Pour candidater avec le dispositif DUME : <https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-espd>

5.1.2 Contenu de l'offre électronique

5.1.2.1 Documents constituant l'offre

Le candidat ou pour chaque lot le candidat aura à produire, pour chaque lot, un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

L'Acte d'engagement (A.E.) et son annexe financière dûment complété par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
--

Le cadre du mémoire technique

Le candidat devra proposer des réponses adaptées répondant aux attentes et besoins de l'Université Toulouse Jean Jaurès tels que décrits dans le Cahier des Clauses Particulières.

A ces documents pourra être joint tout autre document technique et/ou explicatif jugé utile par le candidat à la compréhension de son offre.

En cas d'absence de l'un de ces documents, l'offre pourra être déclarée irrégulière.

L'attention des candidats est attirée sur le fait :

- qu'en répondant à la présente consultation, ils s'engagent à avoir pris parfaitement connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) dont l'exemplaire conservé dans les Archives de l'Administration seul fait foi, ces documents étant partie intégrante de l'accord-cadre qui sera passé. Ce document n'est donc pas à remettre dans l'offre
- que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au Cahier des Clauses Particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

En cas de contradiction entre différentes clauses applicables, même s'il s'agit des clauses d'un même document contractuel, c'est toujours la clause dont l'interprétation est la plus favorable à l'acheteur public qui sera appliquée.

5.2 Présentation de l'offre

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des fichiers au format PDF.

En outre les pièces financières (BPU, DQE, DPGF,...) devront également être transmises dans les formats de type XLS, XLSX, CSV, DOC, DOCX et RTF.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter l'offre du candidat s'il était dans l'impossibilité de lire les documents reçus dans des formats différents.

Les pièces de la candidature et de l'offre doivent être individualisées sans regroupement dans un fichier PDF unique.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.



Tous les dépôts de plis étant dématérialisés le candidat veille à respecter toutes les consignes données dans le présent document notamment à l'article 5 « présentation des candidatures et des offres » (en termes de formats de fichiers, de caractères spéciaux dans les noms de fichiers, le volume des fichiers, le zip...)

En outre, il en va de la responsabilité du candidat de prendre en compte tous les aléas liés au dépôt dématérialisé. Il ne saurait se prévaloir d'un problème lors du dépôt s'il ne s'est pas pris dans les délais raisonnables.



Obligations de mise en forme

FORMAT DES FICHIERS

Il est recommandé de :

- ✓ ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe » et les « .bat »,
- ✓ ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros",
- ✓ faire en sorte que le pli ne soit pas trop volumineux. En effet, le caractère volumineux des fichiers est de nature à accroître le délai de transmission du pli et engendre ainsi un risque de réception hors délai.

A ce titre il est impératif de zipper les documents pour faciliter leur dépôt mais aussi leur extraction.

- ✓ **Prévoir un délai raisonnable pour la réponse.**

NOM DES FICHIERS

Il est recommandé :

- ✓ d'éviter les caractères spéciaux tels que (liste non exhaustive) : , / \ ° : * ? □ < >
- ✓ de privilégier les caractères alphanumériques et l'underscore
- ✓ de privilégier des noms de fichiers très courts

Afin de faciliter l'extraction des documents contenus dans le zip, il est également recommandé de limiter le nombre de caractères dans le nom du fichier zippé.

LISIBILITE

- ✓ Dans l'hypothèse où les candidats prévoient d'insérer dans leur pli des documents non fournis par l'Université Toulouse Jean Jaurès, ils doivent les scanner avec une définition suffisante garantissant leur lisibilité.
- ✓ Afin de permettre une lecture lisible des éléments transmis, il est demandé que
 - Les éléments de la candidature soient regroupé par thème
 - Chaque élément faisant partie de l'offre soit séparé.

6. Condition d'envoi et de remise des offres

La signature de l'offre n'est pas requise dès le stade de la remise de l'offre

Cependant, ce document devra être signé électroniquement pour formaliser l'offre du candidat retenu ; c'est pourquoi nous vous conseillons de le signer si vous disposez dès à présent du certificat électronique.

Dans le cas contraire, vous serez sollicité afin d'accomplir cette formalité si votre offre est retenue après attribution de l'accord-cadre.

Pour rappel, la signature électronique ayant la même valeur juridique que la signature manuscrite, cette dernière n'est pas nécessaire.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

6.1 Candidatures et offres dématérialisées

En application des dispositions prévues aux articles R. 2132-7 et suivants du code de la commande publique, le dossier du candidat (comprenant les documents relatifs à la candidature et les documents relatifs à l'offre), est transmis obligatoirement par voie électronique.

Les candidats doivent transmettre leurs plis uniquement à l'adresse suivante :
<http://www.marches-publics.gouv.fr> jusqu'au 13 janvier 2025 - 12 heures

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus.

Leur attention est attirée sur le temps nécessaire au chiffrement des documents, notamment lorsque ces documents sont stockés sur un serveur partagé.

6.2 Copie de sauvegarde

Conformément à l'article R. 2132-11 du Code de la commande publique, les candidats qui transmettent leurs documents par voie électronique peuvent adresser à l'acheteur, sur support papier ou sur support physique électronique, une copie de sauvegarde de ces documents établie selon des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Attention : la copie de sauvegarde (scrupuleusement identique à l'offre électronique) doit être réceptionnée au plus tard à la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

**« Copie de sauvegarde : Fourniture de livres et de DVD pour l'ensemble des composantes et services de l'Université Toulouse Jean Jaurès -
« NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE DU COURRIER »**

à :

UNIVERSITE TOULOUSE JEAN JAURES
Service Achats
5 allées Antonio Machado,
Bâtiment Candilis, 1er étage, bureau CA 103
31058 Toulouse cedex 9

La copie de sauvegarde sera ouverte uniquement dans le cadre de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

7. Analyse des candidatures et jugement des offres

Conformément à l'article R. 2161-4 du Code de la commande publique, l'analyse des offres pourra avoir lieu avant l'examen des candidatures.

Dans ce cas, lorsque la vérification des candidatures intervient après la sélection des candidats ou le classement des offres, le candidat ou le soumissionnaire dont la candidature ou l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

(...) La vérification des conditions de participation peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché public.

(...) Si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participations fixées par l'acheteur ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

7.1 Examen de la candidature

Conformément aux articles R. 2144-1 à R. 2144-7 du Code de la commande publique, l'acheteur qui constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous. Ce délai sera au maximum de 10 jours.

L'examen de la candidature se fondera sur l'appréciation des documents, informations et références présentés par le candidat, notamment présentation de plusieurs références pertinentes par rapport à l'objet du marché et suffisamment renseignées et détaillées pour permettre leur appréciation mais aussi sur leurs garanties et capacités techniques et financières et capacités professionnelles

7.2 Jugement des offres

L'offre des soumissionnaires devra inclure l'ensemble des documents demandés à l'article 5.2.

Une offre irrégulière pourra être régularisée dans les conditions des articles R2152-1 et suivants du Code de la commande publique. A défaut, l'offre sera écartée pour irrégularité en cas d'absence d'une ou plusieurs de ces pièces.

7.2.1 Critères d'analyses des offres

Pour chacun des lots, le candidat dont l'offre peut être examinée, l'offre retenue sera l'offre jugée la plus avantageuse économiquement, en tenant compte des critères suivants pondérés :

7.2.1.1 Pour les lots 1 et 2

Critères	Pondération
1 - Qualité technique de l'offre	70 %
Sous-critère 1 : Méthode et spécialisation	35
Sous-critère 2 : Moyens et organisation de la prestation	30
Sous-critère 3 : Précision et pertinence des réponses au cadre du mémoire technique	5
2 - Délai de livraison	10 %
3 - Prix sur la base du taux de remise	20 %

7.2.1.2 Pour le lot 4

Critères	Pondération
1 - Qualité technique de l'offre	50 %
Sous-critère 1 : Méthode et spécialisation	25
Sous-critère 2 : Moyens et organisation de la prestation	20
Sous-critère 3 : Précision et pertinence des réponses au cadre du mémoire technique	5
2 - Délai de livraison	10 %
3 - Prix	40 %
Sous critère 1 : Prix proposés et Taux de remise consentis sur la base du prix éditeur	10
Sous critère 2 : Prix de la prestation de pré-équipement	30

7.2.1.3 Pour les lots 8 et 17

Critères	Pondération
1 – Qualité technique de l'offre	50 %
Sous-critère 1 : Méthode et spécialisation	25
Sous-critère 2 : Moyens et organisation de la prestation	20
Sous-critère 3 : Précision et pertinence des réponses au cadre du mémoire technique	5
2- Délai de livraison	10%
3 -Prix	40 %

7.2.1.4 Pour les lots 3 5 6 7 9 10 11 12 13 14 15 16

Critères	Pondération
1 – Qualité technique de l'offre	85 %
Sous-critère 1 : Méthode et spécialisation	50
Sous-critère 1 : Moyens et organisation de la prestation	30
Sous-critère 3 : Précision et pertinence des réponses au cadre du mémoire technique	5
2- Délai de livraison	10 %
3 -Prix	5 %

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

Incohérences constatées dans les prix

En cas de discordance entre les prix ou les montants portés en lettres et ceux portés en chiffres, les montants ou les prix portés en lettres prévaudront et ceux portés en chiffres seront rectifiés en conséquence.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur l'annexe financière prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. C'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération.

8. Suite à donner à la consultation

8.1 Motifs d'exclusions

Les motifs d'exclusions de la procédure de passation s'effectuent en application des dispositions des articles L2141-1 à L2141-14 du Code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L2141-7 à L2141-10 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L.2141-11 du Code de la commande publique, l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

8.2 Documents à produire par l'attributaire

L'offre la mieux classée sera l'offre économiquement la plus avantageuse et sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent candidat retenu au terme du classement des offres doit produire les pièces prévues aux articles aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail, à savoir :

- ✓ Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six mois (article D8222-5-1°- a du code du travail)
- ✓ Une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (article D8222-5-1°- b du code du travail)
- ✓ Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois
- ✓ Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti (délai ne pouvant pas être supérieur à 10 jours) ces documents justificatifs, il sera éliminé en application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

En application de l'article D113- 14 du Code des relations entre le public et l'administration créé par le décret n°2019-33 du 18 janvier 2019, les entreprises et les organismes à but non lucratif ne sont pas tenus de produire à l'appui des procédures relatives aux marchés publics, pour ce qui concerne la constitution du dossier de candidature, les documents suivants :

- ✓ •l'attestation de régularité fiscale, délivrée par la DGFIP,
- ✓ •les attestations de régularité sociale et de vigilance délivrées par les organismes chargés du recouvrement des cotisations sociales (l'attestation L. 243-15 du Code de la sécurité sociale) ;
- ✓ •le certificat relatif à l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés délivré par l'AGEFIPH ;
- ✓ •l'extrait d'immatriculation au RCS et les statuts de la personne morale.

9. Signature et notification de l'accord-cadre

9.1 La signature

Les documents transmis par voie électronique pourraient être matérialisés à nouveau au moment de l'attribution du marché.

En cas de signature manuscrite

L'acte d'engagement sera signé physiquement par l'attributaire du marché puis adressé à l'Université Toulouse Jean Jaurès.

L'Université Toulouse Jean Jaurès le signera, puis le dématérialisera pour le notifier au titulaire.

Les soumissionnaires devront également fournir une copie des pouvoirs donnant délégation de signature au signataire des documents.

En cas de signature électronique

Se référer à l'article 6. du présent document. La signature devra respecter les conditions suivantes : Toutes les signatures seront des signatures originales et précédées du nom et de la qualité du signataire ayant pouvoir (justificatifs à produire) sous peine de nullité de la pièce considérée. Les signatures scannées ne sont pas acceptées.

9.2 La notification

Elle consiste en la remise d'un exemplaire de l'accord-cadre au titulaire.

Cette remise s'effectuera par la plate-forme dématérialisée <http://www.marches-publics.gouv.fr> par un envoi électronique horodaté à l'adresse mail indiqué par le candidat sur l'acte d'engagement (article 4).

10. Procédure de recours

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal Administratif de Toulouse

68, rue Raymond IV B.P. 7007, 31068, Toulouse Cedex 07, France.

Téléphone : (+33) 5 62 73 57 57,

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr,

Organe chargé des procédures de médiation

CCIRA de Bordeaux

DREETS Nouvelle-Aquitaine – Pôle C

Immeuble Le Pôle - 11 avenue Pierre Mendez France - 33700 MERIGNAC

Téléphone : (+33) 5 55 12 20 47

Courriel : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr

Introduction de recours

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours :

Tribunal Administratif de Toulouse, 68 rue Raymond IV B.P. 7007, 31068, Toulouse Cedex 7, France.

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).

Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.